



## A Har Homa, la poursuite de la colonisation menace la paix

**Un an après le lancement du processus d'Annapolis, destiné à préparer une paix entre Israéliens et Palestiniens, la construction de nouveaux logements dans les quartiers israéliens à proximité des villages palestiniens se poursuit**

**RAMALLAH**

**De notre correspondant**

**H**ar Homa ne cesse de s'étendre. Un an après le lancement du processus d'Annapolis et l'engagement d'Israël à geler les activités de colonisation, les grues et les bulldozers s'activent sans relâche dans cette implantation israélienne de Jérusalem-Est, dans la partie arabe de la ville. «*On travaille à toute vitesse, un étage toutes les deux semaines*», lance un ouvrier palestinien, outils en main. Sorti de terre en 1997, sous l'impulsion du premier ministre israélien de l'époque, Benyamin Netanyahu, Har Homa est aujourd'hui l'un des plus grands chantiers d'Israël.

Cette colline en surplomb des villages palestiniens d'Oum-Tuba et de Beit Sahour, près de Bethléem, abrite déjà près de 20 000 habitants. À terme, ils seront plus de 30 000. Les logements bon marché attirent de nombreux habitants de Jérusalem-Ouest. «*Au début, les gens hésitaient à venir s'installer ici, dans un endroit contesté, mais en quelques années le quartier a pris une ampleur qui nous étonne encore*», se félicite Philippe Bliach, un investisseur immobilier, lui-même résident de Har Homa.

L'idée de mettre un terme à l'expansion du quartier le fait bondir d'indignation. «*Personne ici*

*n' imagine que Har Homa puisse être remis en question, pas plus que Tel-Aviv. Donner Har Homa risquerait de créer un effet domino et d'amener à abandonner d'autres quartiers comme Gilo ou Psigat Zeev. Il faudrait expulser des centaines de milliers de gens, tonne-t-il. Les processus d'Oslo et d'Annapolis sont des plans pour détruire Israël*», ajoute cet ancien avocat, venu de France il y a une douzaine d'années. «*On est chez nous, renchérit Oriella, son épouse. Je ne dis pas de construire à l'intérieur d'un village arabe, mais s'installer et s'agrandir à Jérusalem ou en Judée-Samarie (Cisjordanie) est tout à fait légitime.*»

À la lisière du chantier, dans le brouhaha des engins, Ahmed Zawahri constate l'avancée inexorable. Les bâtiments les plus récents ne sont plus qu'à quelques dizaines de mètres de la petite maison familiale. «*Il y a dix ans, il n'y avait rien, seulement des arbres. Depuis, on voit un nouveau bâtiment tous les deux mois. Ils n'arrêtent jamais de construire*», soupire ce berger d'une trentaine d'années, dont la famille élève des moutons et cultive des oliviers sur quelques hectares de terre, au pied de la colline. L'année dernière, les autorités israéliennes lui ont confisqué 1,5 hectare de terrain. «*Des jeeps militaires et des bulldozers sont venus et ils ont pris la terre. J'ai refusé les compensations parce que je ne veux pas vendre ma terre. Nous avons déposé un recours devant le tribunal, mais je sais bien comment ça finira*», ajoute-t-il sans illusions.

Le 27 novembre 2007, à Annapolis (États-Unis), le gouvernement israélien s'était pourtant engagé à appliquer la «*Feuille de route*» qui prévoit le gel de la colonisation, y compris la «*croissance naturelle*» des im-

plantations existantes. Cette promesse est restée lettre morte. L'organisation israélienne «*La paix maintenant*» estime que 2 600 logements sont en construction dans les territoires palestiniens depuis Annapolis. Une augmentation de 50 % par rapport à la même période un an plus tôt. Pour le seul quartier de Har Homa, 1 814 nouveaux appartements font l'objet d'appels d'offres. «*Har Homa est l'une des colonies qui s'étend le plus rapidement. Elle est située à un endroit stratégique, car elle coupe Bethléem de Jérusalem. Chaque nouvel immeuble rend un peu plus difficile la solution de deux États*», relève Hagit Ofran, responsable de l'Observatoire de la colonisation pour «*La paix maintenant*».

Les critiques du Quartette pour le Proche-Orient (États-Unis, Union européenne, ONU, Russie) qui considère l'expansion des quartiers de colonisation comme un «*obstacle à la paix*» n'émeuvent guère le gouvernement israélien. Mark Regev, le porte-parole du premier ministre Ehoud Olmert, a estimé que ces constructions «*ne contredisaient nullement le processus de paix, puisqu'elles étaient prévues dans des quartiers juifs de Jérusalem, qui feront partie intégrante d'Israël dans tout accord de paix*».

Pour les Palestiniens, au contraire, le processus d'Annapolis n'a pas tenu ses promesses. «*En un an, nous avons eu plus de 250 réunions avec les Israéliens et dans le même temps, ils ont annoncé la construction de plus de 2 000 nouveaux logements en territoire palestinien occupé*», se désole un négociateur palestinien, ajoutant: «*Le bilan de cette année de négociation est particulièrement amer.*»

**KARIM LEBHOUR**